

Une année politique et électorale très communautaire

par Pascal DELWIT *

L'année politique 2007 a été fortement marquée par la préparation des élections fédérales du 10 juin 2007, par la tenue des élections et, peut-être plus encore, par la difficulté de former une coalition gouvernementale. Il a en effet fallu attendre décembre 2007, six mois après le scrutin, pour qu'un exécutif hors affaires courantes voie le jour. Encore convient-il de souligner qu'il est établi sur une base transitoire dès lors que le Premier ministre Verhofstadt (Open VLD) est appelé à céder le relais à Yves Leterme (CD&V).

1. LE CHEMINEMENT PRÉÉLECTORAL

1.1. En Flandre

En Flandre, la préparation du scrutin s'est centrée sur un combat des chefs entre le Premier ministre Guy Verhofstadt et le Ministre-Président de la Région flamande Yves Leterme.

Pour Yves Leterme et le CD&V, après le premier temps des élections régionales de juin 2004, l'heure du retour en grâce au plan fédéral avait sonné. Pour asseoir ce retour en grâce, deux choix stratégiques avaient été empruntés par le parti. Le premier est un tournant communautaire endossant une posture confédéraliste, entérinée au congrès de Courtrai en 2001. Le deuxième est un partenariat avec la Nieuw-Vlaamse Alliantie, parti successeur de l'aile conservatrice et la plus nationaliste de la défunte Volksunie¹.

Après l'échec aux élections fédérales du 18 mai 2003, Stefaan De Clerck, leader du parti avait dû céder le relais au chef de groupe CD&V à la Chambre, Yves Leterme.

* Pascal DELWIT, Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).



Ce dernier avait entériné et approfondi l'identité flamande et régionaliste du parti et négocié d'emblée l'établissement d'un cartel électoral avec la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) pour rétablir, à ses yeux, une *situation d'antan* : « Je pense en effet que j'ai réuni ce qui était séparé à la fin des années cinquante et au début des années soixante² J'espère que cette coopération est maintenant définitive »³.

Pour la N-VA, cette étape marquait un changement de stratégie. Lors du scrutin de 2003, la N-VA avait fait feu de tout bois pour consolider sa posture de héros du nationalisme flamand et se présenter comme la digne héritière de la Volksunie originelle. Mais le parti avait alors été confronté à de dures réalités. La première renvoyait à la difficulté d'existence même de la Volksunie tout au long des années nonante : y avait-il encore un créneau politique pour une formation régionaliste dans le nouveau cadre institutionnel belge ? La deuxième était d'essence institutionnelle. Depuis 2002, le droit électoral impose aux partis de décrocher au moins 5% des voix dans les circonscriptions provinciales pour décrocher des sièges⁴. Cette règle se posait comme une véritable épée de Damoclès dans chacune des circonscriptions où la N-VA se présentait. Aussi le 18 mai 2003, la Nieuw-Vlaamse Alliantie avait dû déchanter. Son score était modeste : moins de 5% en Flandre. Seul Geert Bourgeois était parvenu à se faire élire en Flandre occidentale. Sans sénateur, la N-VA n'emargeait pas au financement public des partis. Tirant les conclusions de cet échec, la N-VA s'engagea dans des pourparlers avec d'autres partis en vue de former une alliance ou un cartel politiques. Les édiles de la N-VA eurent des pourparlers avec le VLD. Mais c'est finalement avec les sociaux chrétiens que les nationalistes nouèrent un partenariat à l'œuvre dès les élections régionales de juin 2004. Ce choix permit tout à la fois au CD&V de refaire surface et de reprendre la main en Flandre et à la N-VA d'entrer dans la majorité parlementaire et d'engranger un maroquin ministériel auquel accéda Geert Bourgeois.

Dans les rangs du CD&V, ce cartel a toutefois suscité quelques remous internes. Mais les 26,3% des voix glanés en juin 2004, quand bien même la performance était modeste, ont permis à Yves Leterme de devenir Ministre-Président de la Région et la Communauté flamandes et de se poser en rival de Verhofstadt au 16, rue de la loi. C'est dans ce contexte et à ce moment que se nouent toutes les difficultés qu'encourront le CD&V, et plus spécifiquement Yves Leterme, après les élections fédérales du 10 juin 2007.

Leterme confirme le cartel avec la N-VA et durcit encore sa tonalité régionaliste. A l'été 2006, il prend le risque de s'en prendre au souverain et attaque frontalement l'opinion francophone lors d'une interview mémorable au quotidien *Libération*. Les francophones sont en manque de capacités : « Cela étant, au départ, l'idée était que beaucoup de francophones allaient s'adapter à la nouvelle réalité linguistique. Mais apparemment les francophones ne sont pas en état intellectuel d'apprendre le néerlandais, d'où la prolongation de ce statut d'exception ». Le souverain n'est pas parfait bilingue : « Regardez les difficultés des leaders francophones, et même du Roi de ce pays, à parler couramment le néerlandais ! ». Seuls comptent les intérêts de la Flandre : « Je veux être clair : mon parti ne participera pas à un gouvernement, après les élections de 2007, s'il n'y a pas de nouveaux transferts de compétences vers les Régions. La nécessité d'avoir un gouvernement fédéral passe au second plan par



rapport aux intérêts de la Flandre ». Ces positions et ces propos, incompréhensibles pour un candidat Premier ministre, poursuivront Yves Leterme après le 10 juin 2007.

Dans les rangs libéraux flamands, l'horizon est moins souriant. Depuis l'échec électoral aux élections régionales de juin 2004, le côté *auberge espagnole* du VLD était devenu un handicap pour le parti. Entre le *libéralisme de gauche* de Sven Gatz et la posture droitiste, quasi-indépendantiste et populiste du sénateur Jean-Marie Dedecker, il y a un monde. Entre Hugo Coveliers, qui prônait alors des quotas de renvois de demandeurs d'asile, et les tenants du droit de vote des étrangers aux élections communales, le fossé était important. Entre les postures laïques du libéralisme historique et l'ouverture aux personnalités chrétiennes, les positions n'allaient plus à l'amble. Lors de l'élection présidentielle, Bart Somers ne l'avait emporté que de justesse face à Jean-Marie Dedecker, de plus en plus ingérable pour la famille libérale. La *baraka* de Guy Verhofstadt fait place à une succession d'échecs : échec sur le dossier DHL, échec en mai 2005 sur le dossier de Bruxelles-Hal-Vilvorde, ... Après des élections communales décevantes, en octobre 2006, le VLD opère un recentrage. Certes, à Gand, où Guy Verhofstadt poussait la liste, le VLD avait connu un *statu quo* et à Malines, le président Bart Somers avait réalisé un score honorable avec une liste de cartel. Néanmoins, ces satisfactions ne cachaient pas l'ample mouvement de retrait du VLD à l'occasion de ce scrutin⁵. Jean-Marie Dedecker est exclu et Guy Verhofstadt lance l'opération Open-VLD, articulée autour du nouvel ouvrage de Guy Verhofstadt *Plaidoyer pour une société ouverte*⁶. Face à la fuite en avant communautaire du cartel CD&V-N-VA, Verhofstadt prône une troisième voie entre le *statu quo francophone* et l'*aventurisme du CD&V-N-VA*.

La préparation du scrutin en Flandre soulevait encore deux questions. Où en était le Vlaams Belang et quel pouvait être la force d'attraction de la Lijst Dedecker ?

Pour la première fois de son histoire, les élections communales d'octobre 2006 avaient semé le doute dans les rangs du Vlaams Belang. Trois éléments ressortaient de l'analyse de son résultat. D'une part, il y avait toujours une forme d'ascension du Vlaams Belang, grâce surtout à une implantation nouvelle et élargie dans les zones rurales, qui s'offraient moins aisément à lui jusqu'alors. Mais, le Vlaams Belang avait aussi enregistré deux revers symboliques et politiques marquants. A Anvers en dépit de son cartel avec Vlot, petit parti fondé par l'ex-chef de groupe VLD au Sénat Hugo Coveliers, le Vlaams Belang plafonnait. Surtout, il s'était fait doubler comme premier parti de la métropole par le SP.a, emmené par le populaire Patrick Janssens. A Gand, deuxième ville de Flandre, l'extrême droite avait reculé et perdu deux sièges. Enfin, fait nouveau aussi, le Vlaams Belang n'avait pas été capable de mettre ses thèmes à l'agenda médiatique et culturel. Au contraire, une mobilisation d'une partie du monde artistique et culturel, relayée par plusieurs médias, l'avait obligé à être réactif en particulier à l'endroit des concerts organisés le 1^{er} octobre 2006. Depuis ce moment, le Vlaams Belang n'a plus dominé l'agenda politique et médiatique en Flandre.

Fin novembre 2006, Jean-Marie Dedecker évincé du VLD avait cru rebondir en intégrant les rangs de la N-VA avec laquelle il partageait, disait-il, des sentiments républicains et un flamingantisme affirmé : « Créer son parti cela coûte entre 500 000 et un million d'euros et cela n'assure pas le seuil électoral. Ici, je me sens chez moi aux « Barricades », au siège d'un parti qui ne veut plus verser des subsides au PS et qui affirme que les Flamands peuvent vivre comme les Slovénes ou les Lituaniens en

toute autonomie »⁷. Mais sommé par le CD&V de choisir entre le cartel et Dedecker, le parti nationaliste avait fait marche arrière et refusé l'admission à Dedecker. A l'image de Pim Fortuyn quelques années auparavant aux Pays-Bas, Jean-Marie Dedecker lance alors sa propre liste. Le 19 janvier 2007, il annonce la fondation de la LDD (Lijst Dedecker). Celle-ci accueille des personnalités du Vlaams Belang comme le député flamand Jurgen Verstrepen, des libéraux en rupture de ban comme l'ancienne bourgmestre d'Alost Martine De Maght et quelques-unes de ses anciennes protégées comme Ulla Werbrouck, médaillée aux jeux olympiques d'Atlanta. Peu croient pourtant en sa capacité à franchir le seuil des 5% dans les circonscriptions provinciales.

1.2. L'espace francophone

La préparation du scrutin fédéral du 10 juin 2007 dans le spectre francophone a été fortement empreinte d'une dure lutte entre le parti socialiste (PS) et le Mouvement réformateur (MR).

Suite aux élections victorieuses de mai 2003⁸ et juin 2004, le parti socialiste se trouvait dans un état de quasi-euphorie. 2005 devait couronner le tout avec la commémoration du 120^e anniversaire de la création du parti ouvrier belge (POB-BWP) et nombreux étaient ceux qui voyaient Elio Di Rupo devenir Premier ministre en 2007. Mais, au contraire, 2005 marque un retournement de la spirale positive dans laquelle se trouvait le parti socialiste. L'exercice gouvernemental avec les libéraux au plan fédéral est de plus en plus difficile. Ejecté de l'exécutif en Wallonie et en Communauté française, le MR et son nouveau président Didier Reynders ciblent le PS. Et ce qui avait touché les socialistes dans les années nonante revient à l'avant-plan : les *affaires*. Un rapport d'audit accablant de la Société wallonne du logement à propos de la société de logement social *La Carolorégienne* met le feu aux poudres. *In fine*, il mène à la démission de trois échevins socialistes à Charleroi Claude Despiegeleer, Serge Van Bergen et André Liesse, proches du Ministre-Président wallon Jean-Claude Van Cauwenberghe. A partir de ce moment, Charleroi entre dans une chronique des dérives d'une majorité absolue socialiste en place depuis 1976. En point de mire de cet ensemble, Jean-Claude Van Cauwenberghe, bourgmestre de Charleroi jusqu'en 1995. Charleroi ne quitte plus l'actualité et ne lâche plus le PS. Van Cauwenberghe démissionne le 30 septembre 2005 et Di Rupo prend le risque de cumuler la présidence du parti et de la Région wallonne. Aux élections communales d'octobre 2006, le PS perd treize points à Charleroi, première ville de Wallonie. L'après-élection est plus dure encore. Pendant plusieurs semaines, Charleroi est suspendue aux actions de la justice. Dans ce contexte, la campagne du 10 juin 2007 s'est déclinée comme un chemin de croix pour le PS et ses dirigeants, régulièrement épinglés sur ces questions.

Dans le chef du MR, un changement important était intervenu suite au tassement électoral de juin 2004 et au renvoi des libéraux dans l'opposition. Louis Michel avait rejoint la Commission européenne et Didier Reynders était devenu Président en endossant le cumul avec son poste de Vice-Premier ministre et ministre des Finances. Si Reynders délivre une tonalité plus droitière au MR, le principal changement n'est pas là. Sous le leadership de Louis Michel, le retour en grâce des libéraux s'était réalisé par l'intermédiaire d'une politique d'alliances préalables. Dans la perspective de Didier Reynders, s'inscrivant ce faisant DANS les pas de Jean Gol, le résultat aux



élections prédomine. Cette donnée doit imposer (ou non) le MR dans les exécutifs. « Les libéraux n'ont jamais été au pouvoir que sur la base de leurs résultats. On n'est jamais venu les chercher pour leurs beaux yeux, leur sympathie. Nous devons donc gagner les élections »⁹ souligne le leader du MR. Le coût éventuel de ce choix était le risque d'un isolement.

Dans ce contexte, la campagne est extrêmement âpre entre le parti socialiste et le Mouvement réformateur, et l'animosité entre cadres réformateurs et socialistes atteint un comble.

2. UN RÉSULTAT DÉTONNANT

Le 10 juin 2007, deux grands vainqueurs se donnent à voir¹⁰. Avec près de 30% des voix en Flandre, le cartel CD&V-N-VA est incontournable pour la confection d'une majorité fédérale. Certes, nous sommes loin des scores flamboyants du CVP dans les années cinquante et même de ses scores des années quatre-vingt, mais il y a un rebond. Et le retour aux affaires doit nécessairement être au rendez-vous avec un leader ayant décroché 796 521 suffrages comme tête de liste au Sénat !

Résultat des élections fédérales du 10 juin 2007 en Flandre

	Voix	Pourcentage
CD&V-N-VA	1224804	29,6
Vlaams Belang	783341	19,0
Open VLD	775677	18,8
SP.a-Spirit	675189	16,3
Lijst Dedecker	266765	6,5
Groen!	259949	6,3
MR	39993	1,0
PVDA+	38607	0,9
CAP	15923	0,4
PS	14462	0,3
CDH	10818	0,3
Ecolo	10233	0,2
BUB	5454	0,1
FN	2846	0,1
Vital	1780	0,0
NP-FN	1605	0,0
CDF	1255	0,0
BUB	1155	0,0



Pluralis	757	0,0
RWF	483	0,0
PC	462	0,0
FNB	312	0,0
FDB	301	0,0
Velorution	221	0,0
PJM	219	0,0
Trefle	210	0,0

En Wallonie, le mouvement est spectaculaire. Pour la première fois de son histoire, la famille libérale franchit la barre des 30% en Wallonie. Le MR devient non seulement le premier parti francophone mais aussi la première formation wallonne.

Résultat des élections fédérales du 10 juin 2007 en Wallonie

	Suffrages	Pourcentage
MR	641824	31,12
PS	607961	29,48
CDH	324556	15,74
Ecolo	262934	12,75
FN	114936	5,57
RWF	23842	1,16
PC	17084	0,83
PTB+	14931	0,72
Wallon	9568	0,46
CDF	7981	0,39
FNB	7682	0,37
Force nationale	6660	0,32
Vivant	5912	0,29
CAP	3693	0,18
Parti Wallon	3139	0,15
Vlaams Belang	2715	0,13
BUB	1664	0,08
UMP-B	1408	0,07



MP-Education	1362	0,07
Belgique Positif	880	0,04
Unie	856	0,04
DLC	464	0,02
GSCD	170	0,01

Au rayon des vainqueurs, on peut aussi ranger la Lijst Dedecker qui dément toutes les prédictions et parvient à franchir la barre des 5%. Sous le slogan du *Gezond Verstand* (le bon sens), la Lijst Dedecker réussit ainsi son pari. Ayant attiré à lui un segment de l'électorat d'extrême droite, du VLD et du SP.a, la Lijst Dedecker emporte des députés dans toutes les provinces sauf dans le Limbourg.

Ecolo est aussi satisfait du résultat électoral. Depuis 2004, il s'était petit à petit rétabli aux plans organisationnel et électoral. A l'échelle interne, Ecolo avait adopté une réforme statutaire ramenant, dans la lettre, la direction du parti à deux personnes, désormais co-présidentes. Electoralement, le parti avait retrouvé quelques couleurs dès le scrutin municipal d'octobre 2006. En cette occasion, son score était loin de la performance décrochée aux élections communales d'octobre 2000, mais sa performance d'ensemble fut meilleure qu'aux scrutins fédéral et régional précédents. Politiquement, Ecolo était entré dans la majorité communale à Namur aux côtés des sociaux chrétiens et des libéraux, et le co-président Jean-Michel Javaux avait conquis de haute main la mairie d'Amay. Mais c'est surtout la situation en Région bruxelloise qui avait attiré l'attention. Dans l'importante commune de Schaerbeek, en dépit d'un préaccord signé avec le PS et le CDH, la co-présidente Isabelle Durant avait décidé le soir même de rempiler avec le Mouvement réformateur, sans le parti socialiste conduit dans la commune par Vice-Première ministre Laurette Onkelinx. La dimension nationale et bruxelloise n'avait échappé à personne. Ecolo en paya le prix fort en étant sorti de plusieurs majorités.

Au scrutin du 10 juin, les verts émergent à nouveau électoralement en Wallonie et à Bruxelles. Cette progression électorale tient dans quelques dimensions principales : la réorganisation et la pacification du parti, le retour à l'avant-plan de la scène politique et médiatique des thématiques environnementales, tout spécialement le réchauffement climatique, la difficile législature entre socialistes et libéraux,...

Pour sa part, le bilan de Groen ! est plus mitigé. Peu visible dans un paysage politique et médiatique flamand en pleine ébullition et transition, Groen ! maintient à peine ses positions conquises aux élections régionales de 2004. Certes, il fait son retour à la Chambre et au Sénat, mais son destin reste très ouvert. Groen ! demeure dans les eaux dangereuses du seuil des 5% qui s'applique aux élections fédérales et régionales flamandes. Groen ! est d'ailleurs délaissé par les nouveaux électeurs au profit de formations aux leaders et personnalités populistes : du Vlaams Belang à la Lijst Dedecker. Ainsi, une étude menée par l'ISPO de la KULeuven montre que 23,2% des nouveaux électeurs ont opté pour le cartel CD&V-N-VA, 10% pour l'Open VLD, 7,6% pour le SP.a-Spirit et 3,9% pour Groen ! tandis que le Vlaams Belang décroche 33,4% et la Lijst Dedecker 14%¹¹.



A contrario, on peut épingler deux grands perdants du scrutin : la famille socialiste et le parti du Premier ministre, l'Open VLD.

Dans le spectre flamand, le cartel SP.a-Spirit subit une cuisante déconvenue. Inexistant, pendant la campagne, dans la lutte que se mènent les deux premier-ministrables néerlandophones, Guy Verhofstadt et Yves Leterme, le Socialistische Partij et son président Johan Vande Lanotte paient très chèrement leurs errements. La bérézina est d'autant plus difficile à accepter que le parti avait décroché une bonne performance en mai 2003 et que les enquêtes d'opinion n'avaient pas anticipé une telle descente aux enfers. Les socialistes flamands passent de vingt-trois à quatorze sièges.

L'échec n'est pas moins sévère pour le parti socialiste. Au soir du 10 et, plus encore au matin du 11, le résultat se présente comme un séisme pour le PS. Pour la deuxième fois en trois élections fédérales, les socialistes francophones passent sous la barre des 30% en Wallonie. Pire pour lui, pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel, le parti socialiste est devancé en Wallonie par une autre formation, le Mouvement réformateur.

Résultat des élections fédérales du 10 juin 2007 à Bruxelles

	Voix	Pourcentage
MR	153256	30,60
PS	102364	20,44
CDH	68703	13,72
Ecolo	67211	13,42
Vlaams Belang	15136	3,02
Open VLD	13768	2,75
FN	13603	2,72
CD&V-N-VA	10146	2,03
SP.a-Spirit	9201	1,84
Groen!	5879	1,17
PJM	4154	0,83
CDF	2725	0,54
PTB+PVDA+	2629	0,52
RWF	1915	0,38
Lijst Dedecker	1883	0,38
PC	1783	0,36
BUB	1489	0,30
CAP	1258	0,25



Vélorution	1232	0,25
FNB	1016	0,20
Trefle	710	0,14
FDB	600	0,12
	500777	100,00

Le parti du premier ministre est aussi égratigné. Les libéraux flamands limitent à peine la casse. Jamais, la formation du Premier ministre sortant n'avait subi un tel revers. Au terme de huit années au poste de Premier ministre, Guy Verhofstadt en prend acte et fait une sortie très digne le soir même du scrutin.

Pour le Vlaams Belang, on parlera d'appréciation d'entre-deux. L'extrême droite flamande enlève 19% des voix en Flandre, un score plus qu'honorable. Mais le Vlaams Belang perd néanmoins un siège et se situe six points en-dessous de son résultat historique de juin 2004 au scrutin régional. Comme aux élections communales de 2006, les leaders peinent à convaincre de la bonne tenue de leur parti. Surtout, à l'instar de ce qui avait prévalu en octobre 2006, le parti ne fait la « une » du commentaire. Les résultats du CD&V-N-VA et de la LDD de même que la défaite du SP.a-Spirit et de l'Open-VLD ont été au centre des évaluations et des analyses.

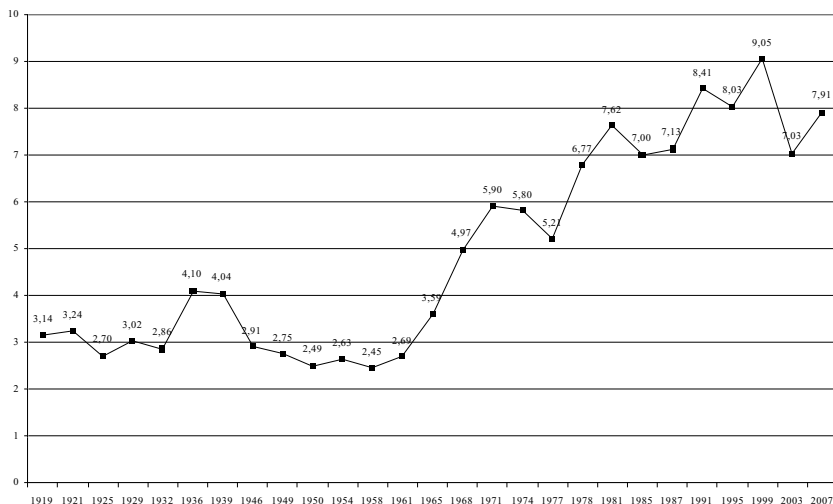
Sans que l'on puisse à proprement parler de défaite électorale, les élections législatives de juin 2007 ont été extrêmement décevantes pour les démocrates humanistes. Certes, le CDH a récupéré les deux sièges perdus en 2003 mais son score est à peine supérieur, dans l'espace wallon, à celui décroché en mai 2003. Plus fondamentalement, il est en retrait par rapport à la performance des élections régionales de juin 2004. Il n'y a eu aucun élargissement réel de la base électorale du CDH par rapport au parti social chrétien¹². Plus de trois quart de ses électeurs restent des croyants, dont de nombreux pratiquants. Et en Région bruxelloise où son score est meilleur, l'ouverture s'est faite principalement vers les musulmans pratiquants sur la base d'un discours très conservateur sur les questions de société, loin donc des rivages du post-matérialisme¹³.

L'approfondissement de la fragmentation politique et électorale est l'autre enseignement du scrutin¹⁴. Dans la longue durée, l'accroissement de la fragmentation politique est d'ailleurs l'un des traits les plus saisissants du système politique belge. L'érosion des familles politiques dominantes et l'ouverture du système de partis à de nouveaux venus se sont affirmés à partir des années soixante. Ces transformations peuvent être évaluées par l'intermédiaire de deux indicateurs, l'indice de fragmentation et le nombre effectif de partis. Le premier dévoile le système politique à l'aune de la distribution en suffrages alors que le second le révèle à la lumière de la distribution en sièges. Pour mesurer la dispersion en voix, on utilise l'indice de fragmentation¹⁵. Son évolution depuis 1919 illustre l'ouverture contemporaine du système politique. L'indice atteint 0,9 pour les dernières élections.

*Évolution de l'indice de fragmentation depuis 1919*

1919	0,709	1968	0,812
1921	0,728	1971	0,844
1925	0,681	1974	0,837
1929	0,713	1977	0,823
1932	0,691	1978	0,866
1936	0,783	1981	0,889
1939	0,780	1985	0,877
1946	0,695	1987	0,877
1949	0,692	1991	0,898
1950	0,638	1995	0,893
1954	0,674	1999	0,903
1958	0,642	2003	0,887
1961	0,675	2007	0,889
1965	0,748		

Cette observation est-elle confirmée à l'examen de la traduction parlementaire ? Pour y répondre, examinons l'évolution du nombre effectif de partis¹⁶. Avec 9,05 comme nombre effectif de partis, les élections de 1999 ont atteint un summum dans la fragmentation du paysage politique belge, examiné sous l'angle de la distribution parlementaire. Après un léger déclin en 2003, le nombre effectif de partis a à nouveau crû à l'élection de juin 2007, cela indépendamment du fait que les cartels électoraux ne sont comptés que comme liste unique.

Évolution du nombre effectif de partis depuis 1919



3. L'APRÈS-SCRUTIN

L'après-scrutin s'est révélé extrêmement laborieux et tendu. Moults éléments peuvent expliquer les difficultés à mettre en place un exécutif fédéral mais deux raisons majeures doivent être épinglées.

La première tient à la difficulté à mettre en place une coalition qui n'était pas celle qu'imaginaient plusieurs protagonistes à l'entame de la campagne électorale. Une alliance rouge-romaine avait les faveurs du CD&V, du CDH et des deux formations socialistes. Pour les démocrates chrétiens flamands et francophones, négocier avec les libéraux pour édifier une « orange bleue » n'avait rien d'évident ; d'autant que les relations personnelles entre certains dirigeants étaient très dégradées.

La deuxième concerne la gestion de la campagne et de la victoire du cartel CD&V-N-VA. Porteur électoralement, le cartel s'est vite révélé un handicap politique par le poids de la N-VA dans la discussion et par les positions régionalistes endossées par le CD&V. Les points de vue entre partis néerlandophones et francophones étaient antinomiques. Et la perspective initialement défendue par Didier Reynders – l'envoi dans l'opposition des socialistes est une réforme de l'Etat en soi – n'a pas été suivie.

Aussi, le CD&V qui avait fait campagne sur la bonne gouvernance (*goed bestuur*) a-t-il dû mobiliser un formateur, Yves Leterme, un médiateur, Jean-Luc Dehaene, un explorateur, Herman Van Rompuy, une nouvelle fois Yves Leterme comme formateur pour aboutir à...une impasse et céder le relais à Guy Verhofstadt pour sortir la Belgique politique de l'ornière en constituant un gouvernement transitoire appelé à se pérenniser sous la houlette d'Yves Leterme au printemps 2008.

Comme de coutume après un scrutin, le personnel politique dirigeant de certains partis a changé ou a remis son mandat en jeu. Il n'en a pas été différemment à l'issue du scrutin du 10 juin 2007.

Au CD&V, Jo Vandeurzen a cédé son maroquin présidentiel à Etienne Schouppe. Pour sa part, Johan Vande Lanotte a immédiatement annoncé sa démission après la prise d'acte de la grave défaite électorale du SP.a. Deux candidats se sont disputés la présidence : la vice-Présidente sortante Caroline Gennez et Erik De Bruyn, classé à la gauche du parti. La première l'a emporté en glanant deux tiers des voix.

Au parti socialiste, Elio Di Rupo a remis son mandat en jeu. Face à l'archétype du socialisme archaïque de Charleroi, Jean-Pierre De Clercq, le bourgmestre de Mons l'a aisément emporté, le 11 juillet 2007, en enlevant 20 654 pour 2 425 voix à De Clercq.

Au Front national, suite à une condamnation en justice, Daniel Féret est exclu du parti par un clan et remplacé par le sénateur Michel Delacroix.

NOTES

1. DELWIT Pascal, VAN HAUTE Emilie, « L'implosion et la fin d'un parti : la Volksunie », *L'Année sociale* 2001, 2002, p. 13-24 ; Emilie VAN HAUTE ; Jean-Benoit PILET, « Regionalist Parties in Belgium (VU, RW, FDF) : victims of their own success ? », *Regional and Federal Studies*, 2006, vol. 16, n° 3, p. 297-313.
2. DELWIT Pascal, « Elections et gouvernements en Belgique depuis 1945 », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele (eds), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996, p. 233-248.
3. ROGIERS Filip, *Leterme au défi*, Bruxelles, Luc Pire, 2006, p. 112.
4. PILET Jean-Benoît, *Changer pour gagner? Les réformes électorales en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007.
5. DELWIT Pascal, DANDROY Régis, DE DECKER Nicolas, « Les élections communales du 8 octobre 2006 en Belgique », *L'Année sociale* 2006, 2007, p. 13-44.
6. VERHOFSTADT Guy, *Plaidoyer pour une société ouverte ? Quatrième manifeste du citoyen*, Bruxelles, Luc Pire, 2007.
7. *Le Soir*, 1^{er} décembre 2006.
8. DELWIT Pascal, PILET Jean-Benoît, « The Belgian Federal Election, 18 May 2003 : A first step towards bipartism ? » (en collaboration avec Jean-Benoît Pilet), *Representation*, 2004, vol. 41, n° 1, p. 33-41.
9. *Le Soir*, 22-23 décembre 2007.
10. PILET Jean-Benoît, VAN HAUTE Emilie, « The Federal Elections in Belgium, June 2007 », *Electoral Studies*, 2008, vol. 27, n° 3, p. 547-550.
11. « Nieuwe kiezers stemmen populistisch », *Het Nieuwsblad*, 7 Juni 2008.
12. DELWIT Pascal, « Les mutations électorales du parti social chrétien », in Pascal Delwit (ed.) *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 65-81
13. DE DECKER Nicolas, SANDRI Giulia, « Le vote des catholiques », in Pascal Delwit, Emilie van Haute (eds), *Le vote des Belges*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008, p. 25-38.
14. DELWIT Pascal, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009.
15. L'indice de fragmentation a été mis au point par le politologue Douglas Rae. Pour le calculer, on additionne la proportion de votes mise au carré de chaque parti. L'indice est égal à 1 moins cette proportion. Plus le nombre est proche de 1, plus le système est fragmenté. Inversement, plus il avoisine 0,5, moins il est fragmenté. Dans l'hypothèse où une seule formation politique se présente, l'indice est égal à zéro. Douglas Rae, « A note on the fractionalization of some European Party Systems », *Comparative Political Studies*, 1968, n° 3, p. 413-418.
16. Cet indice a été élaboré par deux politologues, Markku Laakso et Rein Taagepera. Pour calculer le nombre effectif de partis, on additionne le nombre de siège de chaque parti rapporté au nombre total et mis au carré. L'indice est égal à 1 divisé par ce total. Plus le chiffre est élevé, plus le paysage politique est fragmenté. Markku Laakso, Rein Taagepera, « Effective number of Parties : A Measure with Application to West Europe », *Comparative Political Studies*, 1979, vol. 12, p. 3-27.